

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 Rennes

Rennes, le 16 janvier 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **EVTV**

14 Rue du Clos Baron  
35400 Saint-Malo

Références : UD/2024-24  
Code AIOT : 0005501525

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/12/2023 dans l'établissement EVTV implanté 14 Rue du Clos Baron 35400 Saint-Malo. L'inspection a été annoncée le 10/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection avait pour objectif principal la constatation des actions entreprises en réponse à la visite d'inspection du 13/09/2023, celle-ci ayant fait suite à la pollution déclarée du 24/08/2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EVTV
- 14 Rue du Clos Baron 35400 Saint-Malo
- Code AIOT : 0005501525
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EVTV est une entreprise bretonne spécialisée dans la gestion des déchets dont la collecte et le regroupement d'huiles usagées et de déchets d'hydrocarbures ainsi que dans le traitement des eaux hydrocarburées.

Les activités et installations exploitées par la société EVTV au droit de son établissement à Saint-Malo sont autorisées par l'arrêté préfectoral n°32514 du 20 décembre 2002 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 17 avril 2007 (ajout rubrique 2799 de la nomenclature des ICPE pour une activité jamais exercée), du 3 février 2010 (démarche RSDE) et du 20 décembre 2022 (rapport de base et réexamen IED).

La société EVTV est également agréée pour le ramassage des huiles usagées en Ile-et-Vilaine par l'arrêté préfectoral du 01 février 2016 et pour le ramassage des huiles usagées en Côtes-d'Armor par l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2014.

Les activités réalisées sur l'établissement de Saint-Malo situé 10-18 rue du Clos au baron sont :

- la collecte, le regroupement et le transit d'huiles usagées ;
- la collecte, le regroupement et le traitement d'eaux hydrocarburées ;
- le regroupement, le transit et l'égouttage de boues de curage de réseaux de gestion des eaux pluviales ;
- le regroupement, le transit et l'égouttage de boues de curage des réseaux d'assainissement.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suites données aux fiches de constat n° 1 et 2 de la visite d'inspection du 13/09/2023 ;
- contrôle des eaux résiduaires industrielles rejetées ;
- analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Pollution Hydrocarbures de la nappe	Autre du 01/12/2023, article 1
4	Eaux résiduaires industrielles	Arrêté Préfectoral du 20/12/2002, article 4.3

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Signalement et rapport accident	Autre du 01/12/2023, article 2
3	Eaux résiduaires industrielles	Arrêté Préfectoral du 20/12/2002, article 4.3
5	substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS)	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 II
6	substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS)	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 I
7	substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS)	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitante a été particulièrement attentive à atténuer au plus tôt la pollution, initiant dès que possible voire anticipant les actions demandées par le rapport de visite d'inspection du 01/12/2023. Un bureau d'études a été mandaté très rapidement afin de réaliser un rapport de base et un plan de gestion.

Par ailleurs, et malgré les contraintes de temps, les analyses de PFAS demandées par l'arrêté ministériel du 20/06/2023 ont pu être réalisées dans les délais impartis.

Enfin, l'exploitation du bâtiment supplémentaire, faisant l'objet du porter à connaissance déposé le 6 juillet 2022, pourrait nécessiter une nouvelle étude de dangers (EDD). L'exploitante se rapprochera du service en charge des installations classées afin de déterminer le cadre de cette nouvelle EDD, idéalement en amont de la construction de ce bâtiment supplémentaire.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Pollution Hydrocarbures de la nappe

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 01/12/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, investigation environnementale suite à accident
<b>Prescription contrôlée :</b> Il ressort de la visite que l'exploitant doit : <ul style="list-style-type: none"><li>* poursuivre le pompage journalier séquencé mis en œuvre au niveau du Pz 2 permettant d'écrémer progressivement la phase pure surnageante. L'exploitant tiendra informer l'inspection de l'arrêt de ce pompage qui doit perdurer tant que de la phase pure est récupérée. Inovadia devait également mettre à disposition sa sonde d'interface permettant d'évaluer la hauteur de produits hydrocarbonés au sein du tube du piézomètre améliorant ainsi la qualité du pompage.</li><li>* poursuivre les investigations au niveau notamment de son bassin d'orage enterré pour identifier la voie de transfert de la pollution jusqu'à la nappe souterraine, qui n'est pas encore identifiée.</li><li>* mettre en œuvre les investigations complémentaires comprenant des diagnostics des différents milieux impactés (sols, eaux souterraines et gaz du sol) pour :<ul style="list-style-type: none"><li>** déterminer le chemin pris par les hydrocarbures pour rejoindre la nappe et le piézomètre n°2 : le fait qu'une phase pure flottante et visqueuse soit pompée depuis plusieurs jours laisse à penser qu'un transfert direct vers la nappe est intervenue, possiblement via le piézomètre. Cette hypothèse suggère que la fuite dans le milieu s'est produite à proximité de ce dernier (un examen du bassin d'orage enterré doit ainsi être mené pour déterminer si ce dernier peut être à l'origine de la fuite).</li><li>** dresser un bilan de l'état des milieux suite à la pollution permettant à la fois de déterminer si les conclusions du rapport de base quant à la vulnérabilité environnementale sont à modifier au regard de la pollution intervenue et d'évaluer les mesures de gestion à déployer pour assurer à la fois la dépollution des sources de pollution concentrée et la compatibilité avec les usages sur et hors-site :</li><li>*** dimensionner horizontalement et verticalement la contamination au niveau du sol,</li><li>*** procéder à des investigations des eaux souterraines, si besoin en complétant le réseau piézométrique existant, notamment en dehors du site, pour évaluer l'étendue de la migration des polluants dans la nappe, et définir le réseau de surveillance qui sera à conserver par la suite,</li><li>*** quand bien même les hydrocarbures sont a priori de nature peu volatile, de procéder à des mesures au PID pour évaluer le risque de volatilisation dans les gaz du sol puis d'exposition par inhalation au niveau des bâtiments administratifs situés à proximité mais aussi dans les bâtiments en aval du site en cas de transfert via la nappe.</li></ul></li></ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitante continue d'assurer un pompage quotidien. A ce jour subsiste un film d'hydrocarbures oscillant entre traces et 2 mm d'épaisseur et ce depuis le début du mois de décembre 2023. La subsistance des hydrocarbures est révélée grâce à une sonde acquise par l'exploitante. Au total, au jour de la visite d'inspection, le volume d'eaux et d'hydrocarbures pompés s'élève à 18,94 m <sup>3</sup> pour 76 pompages. Leur traitement a été réalisé au sein des installations adaptées du site. Au lendemain de la visite d'inspection, l'exploitante a communiqué un tableau récapitulatif des pompages quotidiens.  L'analyse du site par le bureau d'études INOVADIA a fait apparaître l'absence de bassin d'orage ; celui-ci ayant été remplacé par des drains lors des travaux réalisés en 2009. Un plan "projet" prévoyait un bassin d'orage mais le plan d'exécution de travaux indique bien des drains. Le maître

d'œuvre de l'époque aurait argué d'un problème de niveau empêchant la jonction entre bassin d'orage et exutoire.

Le cheminement de la pollution est donc très vraisemblablement le suivant : débordement sur surface imperméabilisée, collecte au niveau des regards puis piézomètre (Pz 2).

Au lendemain de la visite d'inspection, l'exploitante a communiqué tant le plan "projet" que celui d'exécution des travaux.

Le bureau d'études INOVADIA a fait procéder à des carottages. Il apparaît que peu d'entre eux contiennent des traces de pollutions, à l'exception de ceux présents à proximité des bacs ayant débordé. Pour ces derniers, le carottage a été réalisé sur une profondeur de 3 mètres.

Ce plan des carottages sur lequel se trouvent les analyses des hydrocarbures et de composés organiques volatils (COV) mais aussi les mesures de volatilisation des gaz sera intégré au rapport définitif.

L'exploitante et le BE n'ont pas jugé nécessaire de procéder à une actualisation de l'analyse de sensibilité et de vulnérabilité du milieu par rapport à celle menée en septembre 2019 lors de l'élaboration du rapport de base dans le cadre du réexamen IED.

Dans le cadre des mesures post pollution, des analyses ont été menées au niveau des piézomètres existants. Le piézomètre du site Chausson Matériaux situé à 50 m en aval hydraulique a notamment permis de faire des prélèvements et des analyses.

La contamination du sol, au travers ses voies de transfert, ainsi que les données issues du piézomètre localisé à 50 m, sur le site de Chausson Matériaux devront apparaître dans le rapport du bureau d'études INOVADIA.

L'exploitant a, dès à présent, arrêté l'exutoire pour les terres excavées : elles seront dirigées vers le centre de traitement Terréa Ouest d'Herbignac (44).

L'exploitante prévoit deux temps de travaux. Le premier aura pour objet la réalisation d'un bassin d'orage enterré sous le parking des véhicules légers, celui-ci se situant hors site d'exploitation industrielle. Le second temps verra tout d'abord l'excavation des terres et du bitume pollués sur le site d'exploitation industrielle puis la construction d'un bâtiment supplémentaire dont l'inspection des installations classées a pris connaissance au travers le porter à connaissance déposé le 6 juillet 2022.

En conclusion, depuis la visite du 13/09/2023, l'exploitante a continué les investigations prévues permettant de :

- comprendre le transfert de la pollution dans l'environnement ;
- déterminer et délimiter les impacts.

A l'issue de la présente visite, il ressort :

- que le pompage quotidien est maintenu au niveau du piézomètre (Pz2) ; du reste, de la phase pure est toujours pompée, ne petite quantité ;
- des investigations environnementales ont été menées ; elles sont constituées de carottages de sols ainsi que d'une mesure au niveau d'un piézomètre située à 50 mètres en aval de la pollution.

Les investigations ont permis de comprendre la voie de transfert des polluants dans l'environnement ; transfert direct à la nappe via le piézomètre (Pz2) du site. Ce dernier s'explique par l'absence du bassin d'orage, pourtant visualisé sur le plan des réseaux du site, remplacé par de

simples drains qui ont conduit le flux vers le piézomètre (Pz2).

Les investigations ont également mis en évidence une pollution des sols jusqu'à 3 mètres de profondeur, au niveau des cuves de stockage.

**> L'exploitante devra s'attacher à fournir deux documents distincts ; à savoir le rapport d'accident et le plan de gestion, en cours de réalisation, dans un délai d'un mois.**

**Chacun d'entre eux devra présentera un argumentaire complet et fournira les précisions nécessaires relatives aux travaux et aux objectifs à atteindre tant en termes de dépollution que de délais.**

Le plan de gestion devra notamment comprendre l'actualisation de l'analyse de vulnérabilité et de sensibilité environnementales au regard du rapport de base réalisé en septembre 2019.

Le plan de gestion détaillera les mesures à mettre en œuvre pour réhabiliter le site.

Une analyse du piézomètre (Pz2) devra être réalisée avant, durant et après les travaux afin de connaître les éventuelles conséquences quant au déséquilibre du milieu générés par ceux-ci.

L'inspection préconise de réaliser également des analyses au niveau du piézomètre Chausson, situé en aval, à l'issue des travaux.

**Type de suites proposées : Susceptible de suites**

## N° 2 : Signalement et rapport accident

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 01/12/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Autre, investigation environnementale suite à accident
<b>Prescription contrôlée :</b> L'inspection demande donc à l'exploitant d'actualiser son rapport d'accident et de le transmettre au préfet ainsi qu'à l'installation des installations classées. Ce rapport devra comprendre : <ul style="list-style-type: none"><li>* la fiche de notification du Barpi</li><li>* l'actualisation de l'analyse des causes, des effets et conséquences sur les personnes et l'environnement liés à l'accident,</li><li>* les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou incident similaire et pour pallier les effets à moyen ou long terme.</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitante désire s'appuyer sur le rapport et le plan de gestion établi par le bureau d'études INOVADIA pour fournir un rapport d'accident complet. Un certain nombre d'éléments pourront intégrer la fiche BARPI sollicitée.  Le plan de gestion est espéré pour la première quinzaine de janvier 2024.  > L'exploitante est invitée à réfléchir aux modalités à mettre en œuvre en termes de surveillance et d'actions à réaliser lors la fermeture du site, bien que cela relève de l'exceptionnel, en particulier en ce qui concerne les éventuelles vidanges et nettoyages des bacs. La configuration de la zone de dépotage avec les 2 cuves associées à une rétention à l'air libre a, dans le cas de l'évènement accidentel, présenté des vulnérabilités et des risques de débordement. La réalisation des travaux de dépollution par excavation des terres souillées et le projet de nouveau bâtiment au droit de la zone fournissent un cadre opportun pour une réflexion approfondie sur les équipements et la méthode retenue pour assurer le stockage temporaire des effluents hydrocarburés collectés par les camions de la société en attente de traitement afin de renforcer les dispositions relatives à la prévention du risque de débordement et de pollution des milieux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 3 : Eaux résiduaires industrielles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2002, article 4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux issues de l'activité de traitement de déchets d'hydrocarbures
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant fait procéder, à ses frais, à un contrôle annuel des eaux résiduaires industrielles rejetées par un laboratoire accrédité selon les dispositions suivantes
<b>Constats :</b>  En 2023, trois contrôles des eaux résiduaires industrielles rejetées ont été réalisés les 08-09/02/2023, 23-24/05/2023 et 25-26/09/2023 par le laboratoire CARSO-CAE basé à Rennes (35). Ils portaient sur l'ensemble des substances à analyser, tel que prévu par l'APC du 02/06/2022. Le contrôle du 25-26/09/2023 s'est, en sus, intéressé aux paramètres devant être suivis annuellement.  Le laboratoire CARSO-CAE basé à Rennes (35) Satisfait aux exigences de la norme NF EN ISO/IEC 17025 : 2017 et aux règles d'application du Cofrac pour les activités d'analyses/essais/étalonnages en :ENVIRONNEMENT / QUALITE DE L'EAU - MATRICES SOLIDES. L'accréditation est valable du 14/11/2022 au 31/08/2026.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Eaux résiduaires industrielles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2002, article 4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux issues de l'activité de traitement de déchets d'hydrocarbures
<b>Prescription contrôlée :</b> concentrations
<b>Constats :</b>  Le tableau de suivi fourni par l'exploitante indique un dépassement de 54 mg/l au regard du seuil maximal de 800mg/l (analyse du 23/05/2023) pour ce qui relève de la DBO5, soit un dépassement de 7%. L'exploitante en explique la raison : les matières sont transportées, par des transporteurs externes à l'entreprise, dans des citernes non suffisamment nettoyées préalablement à la collecte.  > L'exploitante indiquera les actions engagées permettant de ne pas répéter ce franchissement de seuil maximal.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**N° 5 : substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants : Rubrique de la nomenclature des installations classées 2790 : trois mois 3510 : neuf mois  Si un même établissement est soumis à autorisation au titre de plusieurs rubriques, associées à des délais différents, le délai le plus long est retenu.
<b>Constats :</b>  La première campagne relative aux PFAS s'est déroulée les 18 et 19 décembre 2023. L'exploitante a donc respecté le délai prévu.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
<b>Constats :</b>  L'exploitante a fait appel à CARSO-LSEHL (Laboratoire Santé Environnement Hygiène de Lyon) basé à Vénissieux, satisfaisant aux exigences de la norme NF EN ISO/IEC 17025 : 2017 et aux règles d'application du Cofrac pour les activités d'analyses/essais/étalonnages en ENVIRONNEMENT / BATIMENT ET MATERIAUX - QUALITE DE L'AIR - QUALITE DE L'EAU - MATRICES SOLIDES  L'accréditation est valable du 02/03/2013 au 31/01/2024
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées.
<b>Constats :</b>  Il n'existe qu'un seul point de rejet aqueux. Il se trouve dans le bâtiment n°10.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite